

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**FRANSABANK (FRANCE) S.A.**

Société Anonyme au capital de 50 457 714 euros  
Siège social : **104, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS**  
331 013 904 R.C.S. PARIS

Exercice social du 01/01/2023 au 31/12/2023  
Comptes annuels approuvés par l'A.G.O. Annuelle du 10 mai 2024

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

A l'assemblée générale de la société FRANSABANK (France) S.A.,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de FRANSABANK (France) S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Risque de crédit : dépréciation individuelle des dossiers de crédits**

Risque identifié :

La banque est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.

Votre banque constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Celles-ci sont déterminées sur base individuelle. Elles sont fondées sur des paramètres réglementaires ou spécifiques ainsi que sur des paramètres tenant compte de situations macro-économiques et géopolitiques susceptibles d'affecter les portefeuilles de crédits. Ces dépréciations constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement. Les éléments de jugement incluent notamment des hypothèses relatives à l'évolution des situations patrimoniales des débiteurs, parfois situés dans des zones géographiques à hauts risques.

L'évaluation des provisions requiert l'exercice de jugement pour la classification des expositions (encours non douteux ou douteux) ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement. Compte-tenu de l'importance du jugement dans la détermination de ces dépréciations, nous avons considéré que l'estimation des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes sur les crédits, constituait un point clé de notre audit.

Au 31 décembre 2023, les dépréciations individuelles sur les encours douteux de crédits s'établissaient à 15 648 K€ pour un encours brut de 19 583 K€. Le coût du risque sur l'exercice 2023 s'établissait à - 3 400 K€ (dont 63 K€ de dotation pour provision générale). Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer à la note 3.c. « Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature » des principes et méthodes comptables, note 3. « Opérations avec la clientèle », note 9 « Provisions », note 12 « Informations sur le risque de crédit » et note 19 « Coût du risque » de l'annexe aux comptes annuels.

Notre approche d'audit :

Nos travaux ont principalement consisté à :

- Tester l'efficacité opérationnelle du dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et collective ;
- Apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles et douteuses, du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties ;
- Réaliser des analyses contradictoires des estimations de pertes prévisionnelles couvertes par des provisions sur les dossiers déclassés en douteux et non provisionnés à 100 % ;
- Apprécier le caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

## Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

## Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil consacré au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société FRANSABANK (France) S.A par l'assemblée générale du 20 avril 2008 pour le cabinet KPMG S.A et du 13 juillet 2020 pour le cabinet BATT Audit.

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG S.A était dans la 16<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet BATT Audit dans la 4<sup>ème</sup> année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels****Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 24 avril 2024  
KPMG S.A.  
Valéry Foussé  
Associé

Paris, le 24 avril 2024  
BATT Audit  
Jehanne Garrait  
Associée

## BILAN AU 31 décembre 2023

(en milliers de Euros)

ACTIF	2023	2022
	EUR	EUR
CAISSE, BANQUES CENTRALES, C.C.P	107 608	77 729
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES		
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	173 286	294 630
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	472 981	421 029
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE		
PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	234	193
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	998	691
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	202	46
AUTRES ACTIFS	3 071	3 594
COMPTES DE REGULARISATION	593	180
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>758 974</b>	<b>798 091</b>

  

PASSIF	2023	2022
	EUR	EUR
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	56 049	55 295
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	608 960	663 396
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		
AUTRES PASSIFS	4 459	2 056
COMPTES DE REGULARISATION	2 339	1 274
PROVISIONS	1 422	1 406
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)		
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	85 747	74 664
- CAPITAL SOUSCRIT	50 458	50 458
- PRIMES D'EMISSION	2 754	2 754
- RESERVES	1 716	1 513
- REPORT A NOUVEAU	19 736	15 880
- <b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>11 083</b>	<b>4059</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>758 974</b>	<b>798 091</b>

  

HORS BILAN	2023	2022
	EUR	EUR
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	41 825	46 428
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	44 112	55 163
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	23 733	70 771

**COMPTE DE RESULTAT 2023**

(en milliers de Euros)

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
+ Intérêts et produits assimilés	42 735	19 854
- Intérêts et charges assimilés	18 864	6 413
+ Commissions (produits)	2 909	1 844
- Commissions (charges)	222	137
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	484	658
+ Autres produits d'exploitation bancaire	0	37
- Autres charges d'exploitation bancaire	787	30
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>26 256</b>	<b>15 813</b>
- Charges générales d'exploitation	7 276	6 153
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	349	315
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>18 632</b>	<b>9 345</b>
+/- Coût du risque	(-3 400)	(-3 431)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>+15 232</b>	<b>+5 914</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>+15 232</b>	<b>+5 914</b>
+/- Résultat exceptionnel	+4	-15
- Impôt sur les bénéfices	(-4 153)	-1 840
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		
<b>RESULTAT NET</b>	<b>+11 083</b>	<b>+4 059</b>

**ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX DE FRANSABANK (FRANCE) S.A****1. Faits caractéristiques et événements significatifs****a. Impact de la crise économique libanaise**

Depuis la crise économique et politique survenue au Liban en 2019, la banque a connu un afflux massif de dépôts de la clientèle libanaise et de la trésorerie des clients entreprises ce qui explique la métamorphose de la structure du Bilan. Cette crise continue d'affecter le pays et aucune avancée n'est constatée au niveau politique national. Le processus de redressement est toujours paralysé en raison de l'inertie délibérée de la classe dirigeante (aucun processus de redressement voté et poursuite de la dévaluation de la livre libanaise accompagnée d'une inflation galopante). Les éléments positifs qui atténuent cette situation déplorable se résument au soutien financier des expatriés libanais (environ 7 milliards de dollars de rapatriements annuels), ainsi qu'un été touristique qui fût prometteur avec près de 2 millions de visiteurs. La dollarisation du marché a permis de rétablir l'équilibre financier pour les clients de la banque et a même entraîné une expansion notable, notamment pour ceux opérant dans l'industrie alimentaire.

Les indicateurs bilantiels se présentent comme suit :

- Un niveau de dépôts clientèle de 609 M€ et des crédits de 473 M€ et un CERC de 77.7 %.
- Un excédent de liquidité interbancaire de 281 M€ placé auprès des banques correspondantes dont un coussin de liquidité de 102,1 M€ auprès de la BDF.

Le PNB est en hausse de 66 % alors que les charges d'exploitation sont en hausse de 18,2 % et le coût du risque affiche une dotation de 3,4 M€ dont 63K€ de provision générale. La performance de ces soldes intermédiaires de gestion explique le résultat net de la banque de 11,1 M€.

**b. Impact de la guerre en Ukraine sur les états financiers de la société**

Les impacts prévisibles à ce jour liés à la situation de guerre en Ukraine sont limités à un seul client spécialisé dans le commerce de gros de fil et textile principalement en Ukraine. Au 31 décembre 2023, ce client est inscrit dans la liste des clients douteux de la banque et provisionné à 100 %.

**c. Impacts de la crise sanitaire de la Covid-19 sur les états financiers de la société (en EUR millions)**

Au 31 décembre 2023, les impacts associés à la crise sanitaire de la Covid-19 sur les états financiers de la société restent très limités.

## **d. Provision Générale**

Conformément à la préconisation de l'ACPR dans sa lettre de suite datée du 23/02/2023 sur l'enquête générale attirant l'attention sur le fait que la banque ne dispose pas d'une provision générale pour le risque crédit, en dépit des risques affectant la clientèle composant une part importante de son portefeuille et proposant dans une optique de gestion prudente, l'étude d'opportunité de mise en place d'une telle provision, la banque a constitué une provision générale d'un montant de 1,4 M€ au 31/12/2022. Le calcul de cette provision est basée sur une méthodologie basée sur l'estimation de l'ECL qui est le produit de la probabilité de défaut x l'exposition en cas de défaut x la perte en cas de défaut. La banque n'a effectué aucune dotation complémentaire au titre de cette provision en 2023 étant donné que l'assiette de créances douteuses a baissé significativement par rapport à 2022 suite à l'abandon de créance de 5,4 M€ sur un dossier syrien. A noter que la dotation effectuée au titre de l'exercice 2023 s'élève à 0,1 M€ compensée par un effet de change de 0,05 M€ ce qui donne un montant de provision générale de 1,421 M€ contre 1,406 M€ au 31/12/2022.

## **e. Risques climatiques**

L'année 2023 a été marquée par la finalisation de la cartographie des risques climatiques suivant les critères ESG (déclinaison de la politique sectorielle de BPCE) et l'introduction de ces critères ESG dans l'analyse des dossiers crédits et la politique d'octroi de crédit. La culture et la gestion des risques climatiques au sein de la banque est un grand chantier qui a débuté courant 2022 et a continué sur toute l'année 2023.

## **2. Evénements postérieurs à la clôture**

Aucun événement significatif ayant une incidence sur la situation financière de la société n'est apparu après la clôture du 31 décembre 2023.

## **3. Principes comptables et méthodes d'évaluation**

### **a. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées**

Les comptes individuels de la Fransabank (France) S.A. sont établis et présentés selon les règles prescrites par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, et notamment les établissements de crédit.

Les textes adoptés par l'Autorité des Normes Comptables et d'application obligatoire en 2020 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

Il est à noter que le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020 a corrigé le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire qui modifie la présentation des emprunts de titres et de l'épargne réglementée.

Toutefois, Fransabank (France) S.A. n'est pas concernée par ce type d'opérations.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des Normes Comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

### **b. Principes comptables généraux**

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

### **c. Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues sur des établissements de crédit au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentées des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- créances à vue (comptes ordinaires) et créances à terme pour les établissements de crédit ;
- créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires débiteurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Une cotation de risque est établie, à l'aide d'un logiciel, afin d'apprécier la qualité d'une contrepartie et du portefeuille de risque. Cette cotation est utilisée comme un outil d'aide à la décision, à l'évaluation et au suivi des risques de contrepartie. Elle constitue l'un des instruments de détection de la dégradation ou de l'amélioration d'une contrepartie. Les encours de risque, mêmes assortis de garanties, sont classés en encours douteux dès qu'ils sont porteurs d'un risque de crédit avéré en raison d'une perte probable suite à :

- un ou plusieurs impayés depuis trois mois
- un risque de non-recouvrement dû à une situation financière dégradée
- l'existence de procédures contentieuses de toutes sortes.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie.

Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, les conséquences de cette défaillance sont examinées au niveau du groupe, et la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe est appréciée.

Lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Les encours douteux compromis sont des encours pour lesquels les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiées à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. L'identification intervient à la déchéance du terme. Dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiées à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat.

L'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification des créances concernées en encours douteux, sauf dans le cas où, notamment, ces créances sont couvertes par des garanties jugées suffisantes ou ont donné lieu à des remboursements qui permettent d'estimer que ces créances ne sont pas compromises.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés conformément aux termes du contrat, et sont provisionnés dans le cas où ils ne sont pas encaissés.

Des dépréciations sont constituées permettant de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur encours douteux ou douteux compromis. Le provisionnement s'effectue individuellement pour chaque contrepartie de risque concernée, en tenant compte, le cas échéant des garanties reçues.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déduites des postes d'actif concernés.

Lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé, les encours concernés sont sortis des actifs par la contrepartie d'un compte de perte.

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dûs. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue (comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ;
- autres dettes à vue (comptes ordinaires créditeurs) et autres dettes à terme (comptes créditeurs à terme) pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## **e. Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 concernant l'amortissement et la dépréciation des actifs.



Elles figurent à l'actif du bilan à leur coût historique diminué des amortissements ou dépréciations constitués depuis leur mise en service. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations et principalement selon la méthode linéaire. Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

Agencements et Installations/Mobilier de bureau	10 ans
Matériel, outillage, véhicules	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels acquis	3 à 5 ans

## f. Fonds pour risques bancaires généraux

Le Fonds pour risques bancaires généraux est destiné à couvrir des risques de crédits non spécifiques sur la clientèle. L'établissement n'a pas de provisions FRBG.

## g. Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges (non directement liés à des opérations bancaires et des opérations connexes) nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2000-06, abrogé par le Règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

## h. Provisions pour retraite

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges (non directement liés à des opérations bancaires et des opérations connexes) nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2000-06, abrogé par le Règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

Les engagements correspondants aux indemnités de fin de carrière font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe conformément à l'article L. 123-13 du Code de commerce et la recommandation 13-02 de l'ANC

## i. Opérations en devises

Les postes de bilan et hors bilan libellés en devises étrangères sont valorisés en euros aux cours officiels de change au 31 décembre. A chaque arrêté les positions de change comptant et les opérations de change à terme sont réévaluées au cours de change en vigueur.

Les gains et les pertes de change réalisés sur les opérations de change en devises ainsi que ceux provenant de la réévaluation des avoirs en devises sont enregistrés dès leur constatation en compte de résultat sous la rubrique " Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (résultat de change) ".

Les reports et déports relatifs aux opérations de change à terme couvertes sont enregistrés de manière échelonnée parmi les charges ou produits d'intérêts sur la durée effective de ces opérations.

## j. Portefeuille de titres

Participations et autres titres détenus à long terme :

Il s'agit des titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque. Il s'agit de titres représentant plus de 10 % des droits dans le capital émis par les sociétés. Des « dotations pour dépréciation » sont éventuellement constituées pour tenir compte de leur valeur d'utilité déterminée en fonction de critères objectifs tels que l'actif net ou la rentabilité des sociétés concernées ou la méthode des flux de trésorerie futurs attendus. Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont évalués individuellement à la clôture de l'exercice et font l'objet de tests de dépréciation à la clôture de l'exercice.

Il s'agit des titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque. Il s'agit de titres représentant plus de 10 % des droits dans le capital émis par les sociétés. Des « dotations pour dépréciation » sont éventuellement constituées pour tenir compte de leur valeur d'utilité déterminée en fonction de critères objectifs tels que l'actif net ou la rentabilité des sociétés concernées ou la méthode des flux de trésorerie futurs attendus. Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont évalués individuellement à la clôture de l'exercice et font l'objet de tests de dépréciation à la clôture de l'exercice.

<b>1 CAISSE, BANQUES CENTRALES, C.C.P</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Caisse	191	246
Compte banque de France	107 417	77 483
<b>Total</b>	<b>107 608</b>	<b>77 729</b>

Remarque : L'encours du compte Banque de France se décompose ainsi :

- Encours éligible HQLA	101 910	
- Réserves obligatoires	5 507	
<b>2 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>à vue :</b>		
Comptes ordinaires	61 511	137 097
<b>à terme :</b>		
Prêts et comptes à terme	109 635	157 533
Prêts et comptes à terme avec Entreprises Liées	-	-
Créances rattachées : intérêts courus à recevoir sur prêts et comptes à terme	2 140	
<b>Total</b>	<b>173 286</b>	<b>294 630</b>
<b>2.1 Ventilation par durée résiduelle :</b>		
- jusqu'à 3 mois	132 269	266 635
- de 3 mois à 1 an	41 017	22 879
- de 1 an à 5 ans	-	5 116
<b>Total</b>	<b>173 286</b>	<b>294 630</b>
<b>3 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (ACTIF)</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Créances commerciales	17 511	12 699
Autres concours à la clientèle	183 924	195 208
Comptes ordinaires débiteurs	285 450	229 003
Créances rattachées : intérêts courus à recevoir sur autres concours à la clientèle (dont 19 583 KEUR de créances douteuses au 31/12/2023)	1 744	1 416
<b>Total brut</b>	<b>488 629</b>	<b>438 326</b>
Dépréciations pour créances douteuses	(-15 648)	(-17 296)
<b>Total net</b>	<b>472 981</b>	<b>421 030</b>
<b>3.1 Ventilation par durée résiduelle :</b>		
- jusqu' à 3 mois (les comptes ordinaires débiteurs sont ventilés dans cette rubrique)	302 295	233 045
- de 3 mois à 1 an	24 805	52 389
- de 1 an à 5 ans	110 415	99 318
- de + de 5 ans	35 466	36 277
- crédits à durée indéterminée (net créances douteuses après provisions)	-	-
<b>Total</b>	<b>472 981</b>	<b>421 029</b>
<b>4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Etat des mouvements des immobilisations incorporelles :</b>		
- Montant brut début d'exercice	2 487	2 174
- Augmentations	619	313
- Diminutions		
- Montant brut fin d'exercice	<b>3 106</b>	<b>2 487</b>
<b>Amortissements sur immobilisations incorporelles :</b>		
- Montant début d'exercice	1 796	1 499
- Dotations	312	297
- Reprises		
- Montant fin d'exercice	<b>2 108</b>	<b>1 796</b>
<b>Valeur nette immobilisations incorporelles</b>	<b>998</b>	<b>691</b>
<b>Etat des mouvements des immobilisations corporelles :</b>		
- Montant brut début d'exercice	532	530
- Augmentations	191	13
- Diminutions	-	- 11
- Montant brut fin d'exercice	<b>724</b>	<b>532</b>
<b>Amortissements sur immobilisations corporelles :</b>		
- Montant début d'exercice	487	479
- Dotations	35	18
- Reprises		
- Montant fin d'exercice	<b>522</b>	<b>497</b>
<b>Valeur nette immobilisations corporelles</b>	<b>202</b>	<b>46</b>

<b>5 AUTRES ACTIFS ET COMPTES DE REGULARISATION ACTIF</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>5.1 Ventilation des autres actifs :</b>		
- Acompte sur impôts	1 876	1 013
- Crédit de TVA	102	86
- Dépôts et cautionnements constitués	189	178
- Autres crédits d'impôt		
- Autres actifs	903	2 317
<b>Total</b>	<b>3 071</b>	<b>3 594</b>
<b>5.2 Ventilation des comptes de régularisation :</b>		
<b>5.2 Ventilation des comptes de régularisation :</b>	-	162
- Charges constatées d'avance	19	8
- Autres comptes de régularisation	574	10
<b>Total</b>	<b>593</b>	<b>180</b>
<b>6 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>à vue :</b>		
Comptes ordinaires	810	774
Comptes ordinaires avec Entreprises Liées	141	48
<b>à terme :</b>		
Emprunts et comptes à terme	5 351	3 247
Emprunts et comptes à terme avec Entreprises Liées	49 741	51 223
Dettes rattachées : intérêts courus à payer sur emprunts et comptes à terme	6	4
<b>Total</b>	<b>56 049</b>	<b>55 295</b>
<b>6.1 Ventilation par durée résiduelle :</b>		
- jusqu' à 3 mois	55 899	55 145
- de 3 mois à 1 an	150	150
- de 1 an à 5 ans	-	-
- de + de 5 ans	-	-
<b>Total</b>	<b>56 049</b>	<b>55 295</b>
<b>7 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (PASSIF)</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Autres dettes à vue</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	186 406	275 960
Autres sommes dues à la clientèle	552	322
<b>Autres dettes à terme</b>		
Comptes créditeurs à terme	418 054	385 189
Dettes rattachées : intérêts courus à payer sur comptes créditeurs à terme de la clientèle	3 948	1 926
<b>Total</b>	<b>608 960</b>	<b>663 396</b>
<b>7.1 Ventilation par durée résiduelle :</b>		
- jusqu' à 3 mois	495 361	565 568
- de 3 mois à 1 an	93 465	62 259
- de 1 an à 5 ans	19 830	35 569
- de + de 5 ans	304	-
<b>Total</b>	<b>608 960</b>	<b>663 396</b>
<b>8 AUTRES PASSIFS ET COMPTES DE REGULARISATION PASSIF</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>8.1 Ventilation des autres passifs :</b>		
- Sommes dues à l'Etat, à la S.S. et aux autres organismes sociaux	4 451	2 048
- TVA collectée par l'établissement	1	1
- Autres passifs	7	7
<b>Total</b>	<b>4 459</b>	<b>2 056</b>
<b>8.2 Ventilation des comptes de régularisation :</b>		
- Produits constatés d'avance	847	229
- Charges à payer (dont congés payés 334 KEUR)	1 358	961
- Autres comptes de régularisation	134	85
<b>Total</b>	<b>2 339</b>	<b>1 274</b>

<b>9 PROVISIONS</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Provisions pour risques et charges sur opérations non bancaires</b>		
Valeur comptable à l'ouverture de l'exercice	-	-
Dotation aux provisions	-	-
Provisions utilisées sur l'exercice	-	-
<b>Total</b>	-	-
<b>Provisions Générales</b>		
Valeur comptable à l'ouverture de l'exercice	1 406	-
Dotation aux provisions	15	1 406
Différences de cours sur encours en devises		
Reprise de provisions	-	-

**10 ACTIONNARIAT/CAPITAUX PROPRES/FRBG****10.1 Variation des capitaux propres :**

	<b>31/12/2022</b>	<b>Résultat 2023</b>	<b>Report à nouveau</b>	<b>Réserve légale</b>	<b>Distribution de dividendes</b>	<b>Autres variations</b>	<b>Augmentation de capital</b>	<b>31/12/2023</b>
Capital	50 458							50 458
Primes	2 754							2 754
Réserves	1 513			203				1 716
Report à nouveau	15 880		3 856					19 736
Résultat 2022	4 069							
Résultat 2023		11 083						11 083
<b>Total</b>	<b>74 664</b>	<b>11 083</b>	<b>3 856</b>	<b>203</b>	-	-	-	<b>85 747</b>

<b>10.2 Réserves :</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
- Réserve légale	1 716	1 513

**10.3 Affectation des résultats :**

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de procéder à l'affectation du résultat de l'exercice 2023 comme indiqué ci-après :

<b>Détermination du résultat à affecter :</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
- Résultat de l'exercice	11 083	4 059
- Report à nouveau bénéficiaire	19 736	15 880
	<b>30 819</b>	<b>19 939</b>
<b>Affectation du résultat :</b>		
- Report à nouveau bénéficiaire	10 529	3 856
- Dividendes versés en numéraire		
- Réserve légale	554	203
	<b>11 083</b>	<b>4 059</b>

**10.4 Actions :**

Au 31/12/2023 le capital souscrit de EUR 50 457 714,40 € se compose de 227.287 actions ordinaires nominatives de EUR 222 de valeur nominale. Toutes les actions émises ont été entièrement souscrites et libérées. Chaque action ordinaire donne droit à 1 voix lors des votes dans les assemblées.

<b>10.5 Actionnaires :</b>	<b>% Capital</b>	<b>% Capital</b>
	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Fransabank SAL</b>	79,21 %	79,21 %
<b>BPCE IOM (Groupe BPCE)</b>	20,78 %	20,78 %
<b>Divers</b>	0,01 %	0,01 %

Fransabank (France) SA est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de Fransabank Sal au Liban.  
Fransabank (France) SA est consolidée par mise en équivalence dans les comptes consolidés de BPCE IOM en France.

<b>10.6 Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b>	<b>2023</b>	<b>2021</b>
Valeur comptable à l'ouverture de l'exercice	-	-
Reprise Provision en cours d'exercice	-	-
<b>Solde en fin d'exercice</b>	-	-

<b>11 OPERATIONS EN DEVISES</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>11.1 Montant global de la contrevaieur en euros de l'actif et du passif en devises :</b>		
Montant global de la contrevaieur en euros de l'actif en devises :	381 522	459 026
Montant global de la contrevaieur en euros du passif en devises :	382 063	453 045
<b>11.2 Opérations de change à terme ( de gré à gré) à moins d'un an :</b>		
- Euros à recevoir contre devises à livrer ( euros à recevoir)	17 932	16 917
- Euros à recevoir contre devises à livrer (devises à livrer)	17 693	16 166
- Devises à recevoir contre Euros à livrer (devises à recevoir)	17 717	12 604
- Devises à recevoir contre Euros à livrer (euros à livrer)	17 904	13 210

## 12 INFORMATIONS SUR LE RISQUE DE CREDIT

### 12.1 ENCOURS DE RISQUE DE CREDIT

Assiette :

Elle couvre l'encours brut comptable des opérations reprises en créances à l'actif du bilan et des engagements données par signature en hors bilan. Quant aux opérations de change à terme (instruments dérivés), elles sont indiquées en devises (méthode d'évaluation en fonction du risque initial selon l'article 275 du règlement européen 575/2013 du 27/06/2013) pour 2% du montant des contrats. Les montants sont mentionnés avant prise en compte des effets des techniques de réduction du risque de crédit et hors dépréciation.

#### 12.1 a Montant et répartition des encours :

Répartition des encours par catégorie d'exposition :	2023		2022	
	% sur total expositions	%	sur total expositions	
Expositions sur Administrations et Banques centrales	<b>12,55 %</b>	<b>107 417</b>	<b>8,49 %</b>	<b>77 483</b>
Expositions sur Etablissements de crédit				
- Opérations bilan	20,24 %	173 286	32,28 %	294 630
- Opérations hors bilan	1,26 %	10 752	1,67 %	15 207
- Opérations de change à terme (Instruments dérivés 2 % du contrat)	0,06 %	507	0,04 %	324
<b>Total</b>	<b>21,56 %</b>	<b>184 546</b>	<b>33,99 %</b>	<b>310 161</b>
Expositions sur Entreprises				
- Opérations bilan	50,90 %	435 704	41,78 %	381 328
- Opérations hors bilan	7,25 %	62 087	7,33 %	66 852
- Opérations de change à terme (Instruments dérivés 2 % du contrat)	0,04 %	354	0,03 %	251
- Montant brut créances douteuses bilan/hors bilan (hors dépréciations)	2,29 %	19 583	2,77 %	25 267
<b>Total</b>	<b>60,48 %</b>	<b>517 728</b>	<b>51,91 %</b>	<b>473 699</b>
<i>Dépréciations des expositions sur Entreprises en arriérés de paiement :</i>				
<i>Créances douteuses</i>		(-15 648)		(-17 296)
<i>Expositions sur Entreprises après dépréciations sur arriérés de paiement</i>		<b>502 055</b>		<b>456 402</b>
<i>Montant net des arriérés de paiement (créances douteuses) après dépréciations</i>		3 910		7 971
Expositions sur Clientèle de détail				
- Opérations hors bilan	3,89 %	33 332	3,48 %	31 730
	1,53 %	13 058	2,14 %	19 531
- Montant brut créances douteuses bilan/hors bilan (hors dépréciations)	0,00 %	-	0,00 %	0
<b>Total</b>	<b>5,42 %</b>	<b>46 390</b>	<b>5,62 %</b>	<b>51 261</b>
<i>Dépréciations des expositions sur Clientèle de détail en arriérés de paiement :</i>				
<i>Créances douteuses</i>				
<i>Expositions sur Clientèle de détail après dépréciations sur arriérés de paiement</i>		0		0
<i>Montant net des arriérés de paiement (créances douteuses) après dépréciations</i>		0		0
<b>Montant total des expositions</b>	<b>100,00 %</b>	<b>856 081</b>	<b>100,00 %</b>	<b>912 604</b>

Répartition des expositions par secteur géographique	2023		2022	
	% sur total expositions		% sur total expositions	
- France	55,8 %	478 099	38,8 %	353 879
- Autres pays de l'Espace économique européen	3,0 %	25 408	2,0 %	17 967
- Autres pays d'Europe	6,2 %	52 772	15,1 %	137 532
- Amérique du nord	2,9 %	24 562	12,0 %	109 528
- Afrique - Moyen Orient	32,2 %	275 241	32,2 %	293 699
- Asie	0,0 %	-	0,0 %	0
<b>Total</b>	<b>100,0 %</b>	<b>856 081</b>	<b>100,0 %</b>	<b>912 604</b>

Répartition des expositions sur Entreprises	2023		2022	
par Secteurs d'activité économique	% sur catégorie			
- AGROALIMENTAIRE/BOISSON/TABAC	24,3 %	110 806	27,6 %	130 626
- AUTO/MOTO/REPARATION/TRANSPORT	3,0 %	13 696	3,5 %	16 626
- BIENS EQUIPEMENT/CONSOMMATION	2,9 %	13 203	1,6 %	7 548
- BIJOUTERIE/HORLOGERIE	1,2 %	5 268	0,3 %	1 234
- BOIS/PAPIER/CARTON/EMBALLAGES	5,4 %	24 647	4,9 %	23 413
- BTP/CONSTR/MATERIAUX/QUINCAILL	7,2 %	32 630	8,1 %	38 591
- CHIMIE/PARACHIMIE/AGROCHIMIE	3,5 %	16 037	2,8 %	13 360
- COMMERCE AGRO ALIMENTAIRE	0,0 %	-	0,0 %	0
- MACHINES/EQUIPEMENTS	0,2 %	1 086	0,8 %	3 695
- MINERAIS/METAUX	2,0 %	9 074	4,5 %	21 303
- TEXTILE/HABILLEMENT/ACCESSOIRE	1,7 %	7 785	1,8 %	8 526
- COMMERCE GROS NON SPECIALISE	0,0 %	5	0,0 %	0
<b>Total commerce</b>	<b>51,4 %</b>	<b>234 238</b>	<b>55,9 %</b>	<b>264 922</b>
- AGROALIMENTAIRE/BOISSON/TABAC	3,8 %	17 210	5,1 %	24 279
- BOIS/PAPIER/CARTON/EMBALLAGES	0,5 %	2 463	0,5 %	2 513
- BTP/CONSTR/MATERIAUX/QUINCAILL	11,2 %	51 024	2,1 %	9 947
- CHIMIE/PARACHIMIE/AGROCHIMIE	0,4 %	1 843	0,1 %	467
- MACHINES/EQUIPEMENTS	0,0 %	-	0,0 %	0
- MINERAIS/METAUX	2,7 %	12 070	3,8 %	17 940
- TEXTILE/HABILLEMENT/ACCESSOIRE	11,2 %	50 888	11,6 %	54 953
<b>Total industrie</b>	<b>29,8 %</b>	<b>135 498</b>	<b>23,2 %</b>	<b>110 097</b>
- EDITION/PUB/AUDIO/CINE/MEDIA	2,4 %	10 747	2,1 %	9 811
- ENERGIE/PETROLE/GAZ/ELECTRICIT	1,9 %	8 428	1,9 %	8 993
- HOLDING/SIEGES SOCIAUX/GESTION	0,7 %	3 063	1,2 %	5 477
- TOURISME/HOTELLERIE/RESTAURATI	1,0 %	4 388	0,9 %	4 488
<b>Total Services</b>	<b>5,8 %</b>	<b>26 626</b>	<b>6,1 %</b>	<b>28 769</b>
- IMMOBILIER	10,1 %	46 127	10,5 %	49 669
- PROMOTION	2,8 %	12 808	4,3 %	20 241
<b>Total Immobilier</b>	<b>12,9 %</b>	<b>58 935</b>	<b>14,8 %</b>	<b>69 911</b>
<b>Total général</b>	<b>100,0 %</b>	<b>455 297</b>	<b>100,0 %</b>	<b>473 699</b>

  

Indicateur de concentration des dix premiers clients par catégorie d'exposition	2023		2022	
	% sur total expositions			
- Etablissements de Crédit	20,24 %	173 286	32,28 %	294 630
- Entreprises	50,90 %	435 704	41,78 %	381 328
- Clientèle de détail	3,89 %	33 332	3,48 %	31 730

Répartition des expositions par échéance résiduelle Les comptes ordinaires débiteurs sont enregistrés dans la rubrique " jusqu'à 3 mois "	2023		2022	
	% sur total expositions			
Administrations et Banques centrales	12,55 %	107 417	8,71 %	79 484
Etablissements de crédit	16,18 %	138 486	30,12 %	274 870
Entreprises	41,44 %	354 727	29,86 %	272 464
Clientèle de détail	1,58 %	13 525	1,78 %	16 235
<b>Total jusqu'à 3 mois</b>	<b>71,74 %</b>	<b>614 155</b>	<b>70,46 %</b>	<b>643 053</b>
Administrations et Banques centrales	0,00 %	-	0,00 %	-
Etablissements de crédit	5,09 %	43 574	3,28 %	29 904
Entreprises	4,14 %	35 482	6,58 %	60 060
Clientèle de détail	0,77 %	6 555	1,18 %	10 799
<b>Total de 3 mois à 1 an</b>	<b>10,00 %</b>	<b>85 610</b>	<b>11,04 %</b>	<b>100 763</b>
Administrations et Banques centrales	0,00 %	-	0,00 %	-
Etablissements de crédit	0,11 %	933	0,59 %	5 387
Entreprises	10,08 %	86 315	9,38 %	85 567
Clientèle de détail	2,09 %	17 856	1,85 %	16 928
<b>Total de 1 an à 5 ans</b>	<b>12,28 %</b>	<b>105 105</b>	<b>11,82 %</b>	<b>107 882</b>
Etablissements de crédit	0,00 %	-	0,00 %	-
Entreprises	2,71 %	23 174	3,11 %	28 338
Clientèle de détail	0,99 %	8 454	0,80 %	7 300
<b>Total + de 5 ans</b>	<b>3,69 %</b>	<b>31 628</b>	<b>3,91 %</b>	<b>35 638</b>
- Entreprises (arriérés de paiement)	2,29 %	19 583	2,77 %	25 267
- Clientèle de détail (arriérés de paiement)	0,00 %		0,00 %	
<b>Total à durée indéterminée (Créances douteuses)</b>	<b>2,29 %</b>	<b>19 583</b>	<b>2,77 %</b>	<b>25 267</b>
<b>Total général</b>	<b>100,00 %</b>	<b>856 081</b>	<b>100,00 %</b>	<b>912 604</b>

**12.1 b Répartition des arriérés de paiement enregistrés en créances douteuses**

	2023		2022	
<b>Créances restructurées</b>				
- Créances Saines		3 655		1 942
- Créances Douteuses		7 019		10 600
Dont Montant brut		16 223		16 857
dont Montants provision		- 9 205		- 6 257
- Totales		<b>10 674</b>		<b>12 541</b>
<b>Créances douteuses</b>				
- Solde début d'exercice		25 267		21 714
- Arriérés de paiement enregistrés en créances douteuses sur l'exercice		-		5 614
- Différences de cours sur encours en devises		- 263		1 188
- Reprises		- 5 421		- 3 248
- Pertes		-		-
- Solde fin d'exercice		<b>19 583</b>		<b>25 267</b>
<b>Créances douteuses sur Entreprises</b>	<b>% douteux</b>		<b>% douteux</b>	
Par secteurs géographiques :	<b>24,21 %</b>	<b>4 741</b>	<b>26,64 %</b>	<b>4 722</b>
- France		-		-
- Moyen Orient		4 741		4 722
- Europe		-		-
Par secteurs d'activité économique :				
- Industrie		2 458		2 049
- Industrie textile				
- Commerce		2 283		2 673
- Immobilier				
<b>Créances douteuses compromises sur Entreprises</b>	<b>75,79 %</b>	<b>14 842</b>	<b>73,36 %</b>	<b>20 545</b>
Par secteurs géographiques :				
- France		183		183
- Moyen Orient		11 801		17 166
- Europe		2 858		3 196
Par secteurs d'activité économique :				
- Commerce		9 599		9 692
- Service		-		-
- Industrie		5 243		10 853
- Industrie textile		-		-
<b>Créances douteuses sur Clientèle de Détail</b>	<b>0,00 %</b>	<b>-</b>	<b>0,00 %</b>	<b>0</b>
Par secteurs géographiques :				
- France		-		0
<b>Total général des créances douteuses</b>	<b>100,00 %</b>	<b>19 583</b>	<b>100,00 %</b>	<b>25 267</b>

**12.1 c Répartition des dépréciations, dotations et reprises sur arriérés de paiement enregistrés en créances douteuses**

	2023		2022	
<b>Dépréciations inscrites en déduction de l'actif :</b>				
Dépréciations pour créances douteuses sur Entreprises	<b>% douteux</b>			
- Solde début d'exercice		17 296		16 514
- Dotations		2 762		2 439
- Différences de cours sur dotations en devises		1 011		714
- Reprises utilisées		- 5 421		- 2 371
- Reprises non utilisées				
- Solde fin d'exercice	<b>79,90 %</b>	<b>15 648</b>	<b>68,45 %</b>	<b>17 296</b>
Dépréciations pour créances douteuses sur Clientèle de Détail				
- Dotations	<b>0,00 %</b>		<b>0,00 %</b>	
- Reprises non utilisées				
<b>Total Dépréciations inscrites en déduction de l'actif :</b>	<b>79,90 %</b>	<b>15 648</b>	<b>68,45 %</b>	<b>17 296</b>



Dépréciations sur créances douteuses par secteurs géographiques	2023		2022	
	% dépréciations		% dépréciations	
- France	1,17 %	183	1,06 %	183
- Afrique - Moyen Orient	80,57 %	12 607	95 %	16 399
- Europe	18,26 %	2 858	4 %	715
<b>Total</b>	<b>100,00 %</b>	<b>15 648</b>	<b>100,00 %</b>	<b>17 296</b>
Dépréciations sur créances douteuses par secteurs d'activité	2023		2022	
	% dépréciations		% dépréciations	
- Commerce	58,51 %	9 155	33,56 %	5 804
- Industrie	41,49 %	6 492	66,44 %	11 492
- Industrie textile	0,00 %		0,00 %	
- Industrie textile	0,00 %		0,00 %	
- Service	0,00 %	-	0,00 %	-
<b>Total</b>	<b>100,00 %</b>	<b>15 648</b>	<b>100,00 %</b>	<b>17 296</b>

Ventilation des dépréciations sur créances douteuses :	2023		2022	
	% dépréciations		% dépréciations	
- Sur Encours douteux	92,01 %	14 398	7,08 %	1 225
- Sur Encours douteux compromis	7,99 %	1 250	92,92 %	16 072
<b>Total</b>	<b>100,00 %</b>	<b>15 648</b>	<b>100,00 %</b>	<b>17 296</b>

#### 12.1 d Répartition des créances restructurées

Créances restructurées	2023	2022
- Créances Saines	3 655	1 942
- Créances Douteuses	7 019	10 600
Dont Montant brut	16 223	16 857
Dont Montants provision	- 9 205	- 6 257
- Totales	<b>10 674</b>	<b>12 541</b>

13 ENGAGEMENTS DONNES OU RECUS INSCRITS AU HORS BILAN		2023	2022
<b>Engagements donnés :</b>			
- Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit			
- Engagements de financement en faveur de la clientèle		41 825	46 428
- Engagement de garantie d'ordre d'établissements de crédit		9 233	15 476
- dont engagements de garantie d'ordre d'Entreprises liées	7 021		
- Engagement de garantie d'ordre de la clientèle		34 880	39 687
<b>Total</b>		<b>85 938</b>	<b>101 591</b>
<b>Engagements reçus :</b>			
- Engagements de financement reçus d'autres établissements de crédit		0	0
- Engagements de garantie reçus d'autres établissements de crédit		23 733	34 876
- dont engagements de garantie reçus d'Entreprises liées	7 508		
- Engagements de garantie reçus de la clientèle			35 895
<b>Total</b>		<b>23 733</b>	<b>70 771</b>

14 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES	2023	2022
<b>Intérêts et produits assimilés</b>		
- Sur opérations de trésorerie	11 757	3 118
- Sur opérations avec la clientèle	30 517	16 285
- Sur opérations de hors bilan	461	450
- Sur titres à revenu fixe		
Sous-total	<b>42 735</b>	<b>19 854</b>
<b>Intérêts et charges assimilés</b>		
- Sur opérations de trésorerie	442	462
- Sur opérations avec la clientèle	18 422	5 951
- Sur opérations de hors bilan	-	-
- Sur titres à revenu fixe	-	-
Sous-total	<b>18 864</b>	<b>6 413</b>
<b>Total net</b>	<b>23 871</b>	<b>13 441</b>

<b>15 PRODUITS NETS DES COMMISSIONS</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Produits de commission</b>		
- Sur opérations avec les établissements de crédit	855	178
- Sur opérations avec la clientèle	2 055	1 667
Sous-total	<b>2 909</b>	<b>1 844</b>
<b>Charges de commissions</b>		
- Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sous-total	<b>- 222</b>	<b>- 137</b>
<b>Total net</b>	<b>2 687</b>	<b>1 707</b>
<b>16 GAINS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Résultat net des opérations de change :	<b>486</b>	<b>658</b>
<b>17 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Autres produits d'exploitation :</b>		
- Autres produits d'exploitation non bancaire	0	37
- Autres produits d'exploitation bancaire		
<b>Autres charges d'exploitation :</b>		
- Autres charges d'exploitation bancaire	- 789	- 30
- Autres charges d'exploitation non bancaire		
<b>18 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION ET EFFECTIF MOYEN</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Frais de personnel :</b>		
Salaires et traitements	2 446	2 247
Charges de retraites	274	237
Autres charges sociales	911	735
Impôts et taxes sur rémunérations	57	11
<b>Total</b>	<b>3 688</b>	<b>3 230</b>
<b>Effectif moyen :</b>		
Non cadres (techniciens)	19	19
Cadres	18	18
<b>Autres Frais administratifs :</b>		
Impôts et taxes	340	161
Services extérieurs yc loyer	3 248	2 761
Les honoraires des CACs pour leur mission d'audit légal des comptes s'élèvent à 70,5 KEUR hors taxes :		
- KPMG : 47 KEUR		
- Batt Audit : 23,5 KEUR		
<b>Total</b>	<b>3 687</b>	<b>2 923</b>
<b>19 COUT DU RISQUE</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
- Dépréciations sur créances douteuses	<b>3 336</b>	<b>2 024</b>
- Provisions pour risques et charges	<b>63</b>	<b>1 406</b>
- Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	<b>5 226</b>	<b>2 371</b>
- Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-	-
- Reprises pour risques et charges	<b>5 226</b>	-
- Reprises de dépréciations sur créances douteuses	-	<b>- 2 371</b>
<b>Total</b>	<b>3 400</b>	<b>3 431</b>
<b>20 DOTATIONS/REPRISES FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES</b>		
Dotations	-	-
Reprise	-	-
<b>Total</b>		
<b>21 RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		
- Charges exceptionnelles	-	- 15
- Produits exceptionnels	4	0
Résultat exceptionnel	<b>4</b>	<b>- 15</b>
<b>22 IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
- Afférent au résultat courant avant impôt	<b>4 153</b>	<b>1 840</b>

<b>23 DROITS FUTURS RELATIFS AUX INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE NON INSCRITS EN PROVISION</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Sur Indemnités de départ en retraite à verser selon la convention collective de la Banque	5	76
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>76</b>

<b>24 REMUNERATIONS, AVANCES, CREDIT ET ENGAGEMENTS ACCORDES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION OU DE SURVEILLANCE</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Rémunérations allouées :</b>		
Ensemble des membres des organes d'administration	<b>83</b>	<b>83</b>
Ensemble des membres des organes de direction	<b>214</b>	<b>177</b>
<b>Avances et crédits accordés :</b>		
Ensemble des membres des organes d'administration	<b>0</b>	<b>13</b>
Ensemble des membres des organes de direction	<b>16</b>	<b>21</b>
<b>Engagements de garantie :</b>		
Ensemble des membres des organes d'administration	<b>Néant</b>	<b>Néant</b>
Ensemble des membres des organes de direction	<b>Néant</b>	<b>Néant</b>

### 25 Créances impayées au 31/12/2023

(Montants en K€)	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Factures reçues	0	1
Factures émises	0	0

## Affectation du résultat

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat net bénéficiaire comme suit :

- Résultat de l'exercice 2023	+ 11 083 264,150 €
- Dotation à la réserve légale	- 554 163,208 €
- Distribution de Dividendes	- 3158 730,282 €
- Le solde en report à nouveau	7 370 370,660 €

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale rappelle qu'il a été distribué les dividendes suivants au titre des trois derniers exercices, ainsi que le détaille le tableau ci-après :

<b>Exercices</b>	<b>Dividende net</b>	<b>Impôt Déjà versé (Avoir Fiscal)</b>	<b>Revenu global</b>
2021	0 €	NA	0 €
2022	0 €	NA	0 €
2023	0 €	NA	0 €

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social : 104, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS.